

Les terrains politiques du football

COORDONNÉ PAR SUSANN BALLER ET MARTHA SAAVEDRA

INTRODUCTION AU THÈME

LA POLITIQUE DU FOOTBALL EN AFRIQUE : MOBILISATIONS ET TRAJECTOIRES

La Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud est annoncée comme un tournant majeur pour le pays hôte, mais aussi pour l'ensemble du continent. Audacieuse alternative à l'afro-pessimisme, elle permettrait désormais à «l'Afrique» de se placer au cœur de la scène internationale. La Fifa et les organisateurs de la Coupe entendent explicitement célébrer l'humanité du continent. La mascotte du Mondial, Zakumi (un léopard jaune et vert), est censée représenter «l'Afrique du Sud et le reste du continent, par son assurance, sa fierté, son hospitalité, ses qualités humaines et sa chaleur¹». Danny Jordaan, le directeur du comité organisateur sud-africain de la Coupe du monde, a expliqué à plusieurs reprises que Zakumi est né en 1994, c'est-à-dire «la même année que la démocratie sud-africaine²».

Jordaan insiste à dessein sur la signification politique du fait que la Coupe du monde se tienne en Afrique du Sud. Selon *The Guardian*, il aurait même comparé la mobilisation destinée à convaincre le monde de la candidature sud-africaine à la lutte contre le gouvernement de l'apartheid³. Dans les années 1970, Jordaan rejoint le South African Council on Sport (Sacos), qui fait alors campagne contre l'apartheid dans le sport, avec pour slogan : «pas de sport normal dans une société anormale». À la fin des années 1980, il devient membre du National Sports Congress (NCS) affilié à l'ANC, qui lance des négociations pour obtenir la fin de la ségrégation dans le sport, et conduit à la création en 1991 de la South African Football Association (Safa). En 1992,

1. Voir «South Africa 2010. Ke Nako. Celebrate Africa's Humanity», <fifaworldcup2010.us>.

2. Danny Jordaan cité dans «World Cup 2010 Mascot Revealed: A Leopard Named Zakumi», 22 septembre 2008, <worldcup2010southafrica.com>.

3. D. Smith, «Danny Jordaan – from “Coloured” Footballer to World Cup Main Man», *The Guardian*, 4 mars 2010.

L'Afrique du Sud est réadmise au sein de la Confédération africaine de football (CAF) et de la Fédération internationale de football association (Fifa), dont elle avait été exclue en raison du régime d'apartheid. En 1996, l'Afrique du Sud accueille la Coupe d'Afrique des nations et l'équipe nationale, les Bafana Bafana (« les boys »), gagne la finale.

La candidature du pays à l'organisation du Mondial 2006 échoue à une voix. Beaucoup, en Afrique du Sud, interprètent cet échec comme une réticence de la Fifa à soutenir le football africain. Immédiatement après la diffusion de la nouvelle, le président Thabo Mbeki annonce à la radio : « nous gagnerons la prochaine fois⁴ ». Les dirigeants politiques sud-africains placent la Coupe du monde en haut de leur agenda. À côté de Mbeki, la délégation présentant la candidature de l'Afrique du Sud comprend Nelson Mandela, Frederik de Klerk, et Desmond Tutu. Mandela souligne alors le rôle du football dans la lutte contre l'apartheid et rappelle que le « football était la seule joie des prisonniers » sur Robben Island⁵. Mbeki ajoute que le projet d'accueillir la Coupe du monde invite à un « voyage d'espoir pour l'Afrique du Sud, l'Afrique et le monde », un voyage qui « nous donne la force et l'endurance dont nous avons besoin pour marcher sur le difficile chemin qui nous sépare encore de la renaissance africaine⁶ ». Six ans plus tard, le président Jacob Zuma estime dans son discours du Nouvel An que 2010 sera « l'année la plus importante pour notre pays depuis 1994 », et qu'elle devra réitérer « notre engagement pour l'unité et la construction nationale. [...] Ce doit être l'année durant laquelle nous travaillons ensemble pour faire de la Coupe du monde un tournant majeur pour la promotion de notre pays⁷ ».

Alors que la Fifa annonce dès 2008 que l'édition 2010 de la Coupe sera encore plus rentable que la précédente, certains mettent en doute les bénéfices économiques et les retombées en termes d'emplois de cet événement, les investissements touristiques trop lourds qu'il implique, au détriment d'autres engagements sociaux, et la sélection des sites pour la construction des nouveaux stades⁸. Le journaliste Christopher Merrett, spécialiste de l'histoire politique du sport en Afrique du Sud, qualifie la politique de la Fifa de

4. P. Alegi, « "Feel the Pull in Your Soul" : Local Agency and Global Trends in South Africa's 2006 World Cup Bid », *Soccer and Society*, vol. 2, n° 3, 2001, p. 13-14.

5. G. L. Jones, « South Africa to Stage Soccer World Cup », *Los Angeles Times*, 16 mai 2004.

6. « Presentation of the President of South Africa, Thabo Mbeki, to the FIFA Executive Committee on South Africa's Bid for the 2010 Soccer World Cup, Zürich, Switzerland », 14 mai 2004, disponible sur <sa2010.gov.za>.

7. « 2010 New Year's Message to the Nation by President JG Zuma », 31 décembre 2009, disponible sur <thepresidency.gov.za>.

8. U. Pillay, R. Tomlinson et O. Bass (dir.), *Development and Dreams: The Urban Legacy of the 2010 Football World Cup*, Le Cap, HSRC Press, 2009.

« nouvelle forme de colonialisme⁹ », transformant l’Afrique du Sud en scène de théâtre sur laquelle se joue un événement médiatique hautement lucratif. Selon lui, les médias sud-africains profitent et participent de ce mythe de la construction nationale à travers le sport, et les contribuables paieront très cher cet « acte de prostitution nationale » qui laissera comme héritage un ensemble de stades coûteux, véritables « éléphants blancs ». D’autres, en revanche, soulignent la dimension symbolique d’un tel événement : Ciraj Rassool suggère dans une récente interview que jouer au Green Point Common au Cap peut être interprété comme une manière de « rendre justice à l’histoire » – cet endroit était en effet l’un des terrains de football utilisés par des équipes « noires » avant leur expulsion vers les Cape Flats dans les années 1960¹⁰.

Bien sûr, l’héritage à long terme de cette Coupe n’est pas encore connu. Ce qui est évident, en revanche, c’est que la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud est au croisement de significations, d’actions et d’aspirations politiques multiples, et que des intérêts locaux et nationaux s’y entremêlent. Cette Coupe du monde fournit ainsi une opportunité pour explorer les relations entre football et politique et se demander comment la politique entre quotidiennement dans l’arène du football et comment, en retour, le football influence l’espace politique. Dans un dossier spécial sur « Sport et politique », Jeffrey Hill remarque que sportives et sportifs ont toujours entretenu le « mantra » d’un sport « non-politique¹¹ ». Cette seule insistance invite les chercheurs en sciences sociales à se pencher sur les liens entre sport et politique. Notre dossier sur le football en Afrique souhaite apporter un éclairage sur les relations intimes et ambiguës entre football et politique, en Afrique du Sud, sur le reste du continent, et dans les communautés africaines autour du monde. Les contributions de ce dossier s’intéressent aussi bien à la politique quotidienne du football qu’à l’économie politique internationale de ce sport ; elles observent des équipes locales, et les préparatifs d’un méga-événement global ; elles analysent les singularités nationales et les dynamiques transnationales. Notre objectif est de mettre l’accent sur les pratiques politiques (quotidiennes) expérimentées et vécues dans le football et le sport en général, et de comprendre la politique dans ses formes les plus concrètes – la politique telle qu’elle se joue sur le terrain.

À partir de ces contributions, et en guise d’introduction, nous proposons trois pistes problématiques. D’abord, nous soulignons la nature ambivalente

9. C. Merrett, « The World Cup: We Don’t Need It », *APDUSA Views*, 11 novembre 2009, disponible sur <politicsweb.co.za>.

10. « “Das ist ein Akt historischer Gerechtigkeit” », entretien avec Ciraj Rassool réalisé par Adrien Reymond, *Basler Zeitung*, 28 janvier 2010, p. 27. L’exposition « Fields of Play » du District Six Museum au Cap relate l’histoire du football sur le site du Green Point Common.

11. J. Hill, « Introduction: Sport and Politics », *Journal of Contemporary History*, vol.38, n° 3, 2003, p. 355-361.

du politique dans le sport et le football. Ensuite, nous dessinons les relations complexes entre les niveaux local, national et transnational du football, qui vont au-delà de la question usuelle des rapports entre football et nationalisme. Enfin, nous démontrons que le football est une force mobilisatrice pour des acteurs sociaux divers, tout en soulignant les limites de la capacité d'action de ces acteurs dans l'économie globale du football international.

LA POLITIQUE DU FOOTBALL

Les relations entre football et politique sont multiples et complexes. Malgré les affirmations répétées de représentants d'institutions sportives nationales ou internationales comme le Comité international olympique (CIO) ou la Fifa, selon lesquelles le sport est une « arène non politique », ces institutions ont, dès leur création à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, des implications politiques. En effet, depuis les premiers Jeux olympiques de 1896, ces institutions ont été rattrapées par des rivalités nationales concernant l'organisation des Jeux ou la couverture des coûts financiers¹². De plus, les idéaux olympiques de Pierre de Coubertin avaient eux-mêmes une signification profondément politique. De Coubertin insistait notamment sur le fait que le sport devait contribuer à une « éducation démocratique ». Il décrivait le « fair-play », la « justice » et la « franchise » comme des principes centraux de la « petite république du sport », qu'il comparait à « un modèle d'État démocratique miniature » où le self-control et la discipline des athlètes étaient censés tempérer toute brutalité et encourager la paix¹³.

La Fifa a été créée en 1904 et, depuis lors, s'est appuyée sur le concept d'État-nation¹⁴. En inaugurant la Coupe du monde en 1930, les dirigeants de la Fifa étaient conscients des sentiments nationaux que le football pouvait inspirer, et les dirigeants politiques n'ont pas hésité à les utiliser pour servir leurs ambitions nationales. De plus, avec 208 associations affiliées, la Fifa est aujourd'hui un acteur international d'importance et une puissance économique qui peut avoir un impact sur les politiques nationales¹⁵. John Sugden et Alan Tomlinson notent que la Fifa concentre les trois champs du pouvoir, de l'argent et du nationalisme, faisant du football un terrain « quasi-politique » dans

12. C. Hill, *Olympic Politics. Athens to Atlanta, 1896-1996*, Manchester, Manchester University Press, 1996.

13. P. de Coubertin, *Olympism. Selected Writings*, Lausanne, International Olympic Committee, 2000, p. 273-275, 240-241 et 149-150.

14. P. Dietschy, Y. Gastaut et S. Mourlane, *Histoire politique des Coupes du monde de football*, Paris, Vuibert, 2006, p. 1.

15. *Ibid.*, p. 26-32.

lequel « des collectivités de pouvoir façonnent et sont façonnées par des relations de domination et d'oppression », qui conduisent parfois à « l'affirmation d'une volonté politique plus explicite¹⁶ ». Comme le souligne Jacques Defrance, le choix des villes hôtes, le recrutement de cadres et la mise en place de nouvelles régulations fournissent autant d'occasions pour des conflits d'intérêts politiques¹⁷.

Pierre Bourdieu estime que l'histoire du sport est « une histoire relativement autonome¹⁸ ». Mais il avance aussi que les partis politiques, les syndicats, les entreprises et l'Église ont utilisé le sport pour éduquer les masses, contrôler leur temps libre et rendre leurs institutions plus populaires. Il souligne également la compétition entre différentes entités politiques pour le contrôle des associations et des infrastructures sportives au niveau local et national. Selon lui, depuis que l'État reconnaît les associations sportives et les finance, celles-ci, comme l'État, cherchent à entretenir l'idée selon laquelle le sport est autonome par rapport au politique. Pourtant, « de manière de plus en plus masquée », l'arène sportive est devenue l'« un des enjeux de la lutte politique¹⁹ ».

Plus encore, Jacques Defrance souligne « la politique de l'apolitisme²⁰ » du sport. Il estime que l'apolitisme est en fait une autre façon de faire de la politique. Il montre que les officiels du sport ont plaidé pour le concept d'associations sportives « non politiques », dans le cadre d'une campagne anti-socialiste des années 1920 et 1930 visant à affaiblir les activités sportives organisées par les mouvements syndicaux et socialistes. Les associations sportives et l'État clamaient alors que le sport produisait des « citoyens vigoureux », « de bons chrétiens » et des « personnes saines », tout en affirmant qu'« en faisant du sport, on ne fait pas de politique²¹ ».

Le football est l'un des sports les plus répandus et les plus populaires dans le monde, ce qui en fait une activité particulièrement susceptible d'être exploitée politiquement. Sugden et Tomlinson estiment que la popularité du football explique qu'il soit utilisé comme « vecteur d'acquisition du pouvoir, et comme expression d'un statut dans la communauté internationale²² ». De plus, selon eux, ceux qui contrôlent le football international agissent sur les

16. J. Sugden et A. Tomlinson, *FIFA and the Contest for World Football: Who Rules the People's Game?*, Cambridge, Blackwell, 1998, p. 4.

17. J. Defrance, « La Politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif », *Politix*, vol. 13, n° 50, 2000, p. 26.

18. P. Bourdieu, « Comment peut-on être sportif? », in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, p. 175.

19. *Ibid.*, p. 187.

20. J. Defrance, « La politique de l'apolitisme... », art. cit.

21. *Ibid.*, p. 16 et 20.

22. J. Sugden et A. Tomlinson, *FIFA and the Contest...*, *op. cit.*, p. 4.

« espoirs et les passions » populaires²³. D'autres analyses sont allées encore plus loin. Dans les années 1970, la critique radicale du sport, en France, forge l'expression « d'opium sportif », voyant notamment dans le football « l'opium du peuple²⁴ ». Jean-Marie Brohm, fondateur du journal *Quel Corps ?*, l'un des organes principaux de cette critique, estime que le sport obscurcit les logiques de l'ordre social et ses conflits, facilitant la mystification et l'exploitation de l'opinion publique. Ainsi, il observe que presque tous les régimes totalitaires du XX^e siècle ont utilisé le sport comme moyen d'organiser les masses et de les incorporer dans des formes de représentation de leur pouvoir²⁵.

De leur côté, Dominique Bodin, Luc Robène et Stéphane Héas reviennent sur cette idée d'un sport « dépolitisant les masses » et insistent sur la nécessité d'aller au-delà d'une telle approche, qu'ils jugent « superficielle ». À partir de l'exemple de la loi française de 1901 sur la liberté d'association, ces auteurs montrent que le sport, même s'il tend à se commercialiser, fournit une arène dans laquelle « les gens s'entraident et sont ouverts au débat, si ce n'est à la démocratie²⁶ ». Christian Bromberger, quant à lui, va jusqu'à considérer le stade de football comme « le lieu par excellence où se concrétise l'imaginaire démocratique²⁷ ».

Les connexions entre sport et politique sont ainsi complexes. Si le sport en général et le football en particulier peuvent être utilisés par des dirigeants politiques, des partis ou des gouvernements dans leur propre intérêt, le résultat de telles interventions reste variable. Le football peut être une force de mobilisation pour tous ceux qui y sont impliqués – joueurs, spectateurs, supporters et organisateurs – et ceci peut aller bien au-delà d'un contrôle direct par des autorités politiques. En effet, cette énergie mobilisatrice du sport et du football produit différentes formes d'*agency*. Elle peut participer au développement d'une prise de responsabilité et d'une conscience politiques.

23. *Ibid.*

24. J.-M. Brohm, *La Tyrannie sportive: théorie critique d'un opium du peuple*, Paris, Beauchesne, 2006.

25. *Ibid.*, p. 89 et 214-215. Voir également J.-P. Escrive et H. Vaugrand (textes présentés par), *L'Opium sportif: la critique radicale du sport de l'extrême gauche à Quel Corps ?*, Paris, L'Harmattan, 1996.

26. D. Bodin, L. Robène et S. Héas, *Sport and Violence in Europe*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2005, p. 163-164.

27. C. Bromberger, avec A. Hayot et J.-M. Mariottini, *Le Match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1995, p. 197.

« JOUER LE JEU » : FOOTBALL ET POLITIQUE EN AFRIQUE

L'histoire du football en Afrique démontre l'extrême ambivalence de ces processus. À la fin du XIX^e siècle et, surtout, au XX^e siècle, administrateurs coloniaux, soldats, missionnaires, commerçants et travailleurs itinérants ont introduit le football en Afrique. Tim Couzens observe que l'implantation très large du sport et du football, notamment dans le contexte minier sud-africain, avait pour objectif de « moraliser le temps de loisir²⁸ ». On retrouve cette visée dans les écrits de De Coubertin. Il était persuadé que le sport pouvait jouer un rôle « efficace » dans la colonisation : « les sports sont en somme un instrument vigoureux de disciplinarisation. Ils engendrent toutes sortes de bonnes qualités sociales d'hygiène, de propreté, d'ordre, de self-control²⁹ ». Il estimait aussi que gagner un match pouvait aider les colonisés à supporter leur soumission. De Coubertin notait cependant que les colonisateurs ne devaient pas célébrer abondamment la victoire d'une équipe africaine, au risque de lui donner une trop grande signification politique³⁰.

Les fonctionnaires coloniaux et les missionnaires en Afrique ont effectivement cherché à diffuser leurs idéaux sportifs de discipline, de self-control et de respect des règles. Ils ont utilisé le sport pour populariser leurs institutions et contrôler la population. Mais cette promotion du sport, en particulier du football, a aussi ouvert une arène de contestation et un lieu à partir duquel certains pouvaient s'émanciper socialement et politiquement. « Jouer le jeu », pour reprendre l'expression forgée par James Mangan pour désigner l'un des concepts centraux de l'éducation coloniale³¹, pouvait aussi signifier « gagner un match » – et contester le jeu.

Cette force mobilisatrice du football se lit durant toute l'histoire africaine du sport, de la période coloniale à la période postcoloniale. À partir du cas du Congo-Brazzaville colonial, Phyllis Martin montre comment la reconnaissance obtenue sur un terrain de sport pouvait venir défier la domination européenne et compenser les humiliations vécues au travail et dans le cadre du régime de l'indigénat³². À Zanzibar, les joueurs et supporters locaux

28. T. Couzens, « An Introduction to the History of Football in South Africa », in B. Bozzoli (dir.), *Town and Countryside in the Transvaal. Capitalist Penetration and Popular Response*, Johannesburg, Ravan Press, 1983, p. 198-214.

29. P. de Coubertin, « Les sports et la colonisation », *Revue olympique*, vol. 12, 1912, p. 9.

30. *Ibid.*, p. 8-9.

31. J. A. Mangan, « Ethics and Ethnocentricity: Imperial Education in British Tropical Africa », in W. J. Baker et J. A. Mangan (dir.), *Sport in Africa. Essays in Social History*, New York/Londres, Africana Publishing Company, 1987, p. 139-171.

32. P. Martin, *Leisure and Society in Colonial Brazzaville*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 99-112.

remettaient souvent en question les décisions de l'arbitre. Laura Fair estime que cela ne traduit pas « une mauvaise compréhension des “règles” » mais plutôt une volonté d'exprimer « des objections face à la manière injuste dont ces règles étaient appliquées³³ ».

Avec l'indépendance, de nombreux dirigeants et gouvernements africains cherchent à utiliser le potentiel mobilisateur du football en s'appuyant sur sa popularité et sa charge symbolique pour porter leurs projets de construction nationale et leurs idéaux panafricains. En 1960, Kwame Nkrumah inaugure un stade au Ghana en affirmant dans un discours intitulé « Sport et unité africaine » :

« Ce stade [...] est le signe extérieur et visible du désir et de la détermination de notre peuple d'être compté parmi les meilleurs sportifs du monde. [...] Non seulement le sport peut contribuer au développement de notre nation et améliorer la santé physique des jeunes hommes et femmes, mais il peut aussi jouer un grand rôle dans la construction de l'unité et du dialogue entre les régions du Ghana [...] [et] contribuer à la réalisation de notre idéal d'unité en Afrique³⁴ ».

Paul Darby montre comment la création de la CAF et la croissance de la participation africaine à la Fifa (qui compte plus de trente États africains au milieu des années 1960) ont influencé la politique de cette dernière et remis en cause son biais européen. Une question importante était alors celle de la position de la Fifa vis-à-vis de l'Afrique du Sud. La CAF a exclu l'Afrique du Sud de la Coupe d'Afrique des nations en 1957 à cause de son refus de faire jouer une équipe mixte³⁵. De plus, la CAF plaidait pour l'exclusion de la Fifa de la Fédération sud-africaine de football, alors exclusivement blanche. L'Afrique du Sud fut suspendue de la Fifa en 1961, et formellement exclue en 1976 après le soulèvement de Soweto³⁶. L'histoire du sport en Afrique du Sud illustre bien comment le politique opère à travers le sport, tant dans la manière dont l'apartheid et la ségrégation politique ont été imposés et vécus dans le milieu du sport que dans celle dont ils ont été remis en cause par le sport, au niveau local, national et international³⁷.

33. L. Fair, *Pastimes and Politics: Culture, Community, and Identity in Post-Abolition Urban Zanzibar, 1890-1945*, Oxford, James Currey, 2001, p. 246.

34. K. Nkrumah, « Sports and African Unity. Kumasi, February 20, 1960 », in S. Obeng (dir.), *Kwame Nkrumah. Selected Speeches. Vol. 1*, Accra, Afram Publications, 1960, p. 26.

35. P. Darby, *Africa, Football and FIFA. Politics, Colonialism and Resistance*, Abingdon, Frank Cass, 2002.

36. *Ibid.*, p. 81.

37. Voir par exemple D. Booth, *The Race Game. Sport and Politics in South Africa*, Londres, Cass, 1998 ; J. Nauright, *Sport, Cultures and Identities in South Africa*, Londres, Leicester University Press, 1997.

Peu de recherches approfondies ont été menées sur les rapports entre football et politique en Afrique, reflétant une tendance plus générale de la recherche sur le sport et la politique. Hill critique les recherches académiques antérieures qui estiment que la politique n'a que peu à voir avec le sport et les activités récréatives³⁸. Il observe que les chercheurs se sont davantage intéressés à la politique du sport qu'au rôle du sport dans des processus politiques plus larges. D'ailleurs, les rapports entre sport et politique ont été étudiés plutôt par des historiens du sport que par des historiens du politique³⁹.

La science politique classique ne s'intéresse quant à elle que rarement directement aux phénomènes culturels comme le sport, et encore moins à ceux liés au football. Les intérêts principaux de la discipline, en Afrique, concernent la démocratie, la guerre, et les transitions post-conflits⁴⁰. Expliquant la réticence des universitaires, et en particulier des anthropologues, à étudier le sport et le football, Bea Vidacs estime que beaucoup perçoivent le football comme « trivial et frivole, un "simple jeu" qui ne mérite pas une attention soutenue⁴¹ ». La même auteure démontre pourtant que le sport et le football sont ancrés dans la société et qu'ils peuvent servir de prismes pour mieux comprendre les processus sociaux et politiques à l'œuvre en Afrique.

Comme le note Michael Schatzberg dans sa contribution à ce dossier, s'intéresser à la politique quotidienne du football permet de jeter un nouvel éclairage sur les fondements de la légitimité politique, et de mieux comprendre les « institutions directement politiques, comme celle que nous appelons coutumièrement l'État ». Les pratiques et l'organisation du football drainent ainsi des questions directement politiques. Le sport est une véritable entreprise commerciale, qui génère des revenus et mobilise des ressources humaines. Tout ceci peut être converti en ressources politiques, utilisées ensuite de mille manières – lors d'élections, de prises de décisions politiques quotidiennes, de grands discours sur l'unité nationale, ou pour avancer symboliquement un projet ou une idéologie politique spécifique.

Bien sûr les effets de ces forces mobilisatrices animées par le football sont ambivalents. Le football est avant tout un jeu et le score final – si le match n'a pas été arrangé – est imprévisible. Les dirigeants politiques, gouvernements et régimes africains peuvent utiliser le sport et le football pour accroître leur influence sur les « masses ». Certains ont cherché à contrôler les associations

38. J. Hill, « Introduction... », art. cit., p. 358.

39. *Ibid.*, p. 355.

40. Une recension des 115 publications parues entre mars 2009 et mars 2010 et listées dans les dossiers de l'African Politics Conference Group, montre que deux publications seulement abordent la question de la culture populaire. Voir <africanpoliticsgroup.org>.

41. B. Vidacs, « Through the Prism of Sports: Why Should Africanists Study Sports », *Afrika Spectrum*, vol. 41, n° 3, 2006, p. 336.

sportives et les clubs et à mettre en œuvre une politique d'«encadrement». Mais l'impact de la régulation, de la manipulation et du contrôle est souvent resté limité, alors même que gagner ou perdre un match, un tournoi ou un championnat peut avoir des conséquences politiques importantes dans le monde du football et au-delà.

Au Sénégal, en 2002, le gouvernement et l'opposition ont cherché à s'approprier les succès de l'équipe nationale, et à bénéficier du «but décolonisateur» marqué lors du match d'ouverture contre la France pendant la Coupe du monde. À l'inverse, Vidacs montre que le gouvernement camerounais a su mieux instrumentaliser la défaite des Lions indomptables lors de la Coupe du monde 1998 que leur qualification en quart de finale en 1990, alors même que l'équipe camerounaise était la première équipe africaine à aller aussi loin dans cette compétition⁴². Schatzberg s'intéresse ici au cas de la Fédération ougandaise de football (la Fufa) qui s'est vue contestée à partir du moment où l'équipe nationale a perdu un match important de qualification pour la Coupe d'Afrique des nations.

En Côte d'Ivoire, en pleine guerre civile, des personnalités et divers médias ont présenté l'équipe nationale de football comme une force unificatrice pour le pays lors de sa qualification pour la Coupe du monde 2006 et alors qu'elle atteignait la finale de la CAN – même si Andreas Mehler indique que chaque camp politique présentait ce succès différemment⁴³. Richard Banégas et Abdramane Kamaté montrent dans ce dossier comment un match nul de la Ligue européenne des clubs champions permettant au FC Barcelone de se qualifier pour la finale est devenu un enjeu de débat en Côte d'Ivoire. Au centre de ces débats, Didier Drogba, attaquant de Chelsea, l'équipe défaite, et Yaya Touré, le défenseur de Barcelone, tous deux incarnant à leur corps défendant les clivages entre ressortissants du Sud et du Nord de la Côte d'Ivoire.

FOOTBALL ET MOBILISATION : TRAJECTOIRES LOCALES ET GLOBALES

Ce dossier propose une idée plus précise du paysage riche et complexe du football sur le continent africain. Dans son dernier ouvrage, *African Soccerescapes*, Peter Alegi décrit comment, en Afrique, les joueurs, les entraîneurs, les officiels et les supporters se sont réapproprié ce sport dans un contexte international

42. *Ibid.*, p. 338-344.

43. A. Mehler, «Political Discourse in Football Coverage. The Cases of Côte d'Ivoire and Ghana», *Soccer and Society*, vol. 9, n° 1, 2008, p. 96-110.

de luttes de pouvoir et d'intenses transformations politiques⁴⁴. Le terme *soccerscape*, inspiré des travaux de Arjun Appadurai, suggère combien les relations locales et transnationales sont connectées dans l'arène du football et peuvent influencer sur les pratiques sociales et culturelles liées au foot en Afrique⁴⁵.

Dans ce dossier, nous souhaitons explorer les articulations actuelles qui se nouent entre les intérêts locaux, nationaux et internationaux du football. Les contributions se placent à diverses échelles, du local au global, et rendent compte de réalités à la fois individuelles et institutionnelles. Même à une échelle très locale, on constate que le potentiel politique du foot est tel qu'il prend rapidement des significations autres que purement sportives, et ce d'autant plus que le football à l'échelon local ou national est souvent déterminé par des institutions internationales et des contraintes économiques externes. Dans ce contexte, les limites de l'influence politique de chaque échelle (locale, nationale, internationale) ne sont pas fixes : par exemple, le fait que les fédérations nationales soient membres de la Fifa ne signifie pas qu'elles soient les seuls acteurs importants du monde du football à l'échelle nationale.

Cette question renvoie à notre seconde problématique : comment le foot fonctionne-t-il en pratique, comment fonctionne-t-il comme force mobilisatrice, et comment peut-il générer et contraindre les capacités de décision des acteurs ? Les recherches sur le football féminin ont bien montré la nature ambiguë du foot, à la fois possibilité de dépassement des discriminations et espace de domination masculine⁴⁶. Le foot mobilise massivement individus et communautés, mais il est difficile de discerner qui bénéficie de ces énergies mobilisatrices, quand, comment et pourquoi. Pour beaucoup, le foot peut devenir une arène de mobilisation politique en créant des opportunités d'accès à des ressources. Même ceux qui sont contraints par des ressources et des pouvoirs limités peuvent manœuvrer à l'intérieur du monde du football pour trouver et susciter des opportunités. Si le football est une force mobilisatrice du niveau local au niveau international, il faut toutefois noter les conflits liés au contrôle des ressources générées par ce sport et les limites de l'*agency* sociale et politique qu'il produit. Ces contraintes n'opèrent pas seulement du haut vers le bas. La Fifa peut certes restreindre les opportunités ouvertes à

44. P. Alegi, *African Soccerscapes. How a Continent Changed the World's Game*, Athens/Londres, Ohio University Press/Hurst & Co., 2010.

45. A. Appadurai, *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996, p. 33-40.

46. J. Hargreaves, *Sporting Females. Critical Issues in the History and Sociology of Women's Sports*, Londres/New York, Routledge, 1994, p. 36-37 et 174-208. Voir aussi M. Saavedra, « Football Féminine. Development of the African Game : Senegal, Nigeria and South Africa », *Soccer and Society*, vol. 4, n° 2/3, 2003, p. 225-253.

un club ou un joueur, mais elle peut aussi être utilisée, par le biais soit de ses financements, soit de ses règles, qui peuvent fournir autant d'opportunités aux clubs ou aux joueurs, parfois au-delà des intentions initiales de l'organisation internationale.

Cette double logique est encore plus claire si on considère les migrations liées au football et le marché des transferts de joueurs, qui constituent « un enjeu politique⁴⁷ ». Dans une perspective marxiste, on peut considérer que les joueurs de foot sont des « travailleurs aliénés par l'entreprise capitaliste de l'industrie du football professionnel⁴⁸ ». Dans les années 1990, les médias et les ONG ont ainsi accusé le football professionnel international de faire du « trafic » de jeunes joueurs alors que, dans le même temps, la Cour de justice de l'Union européenne condamnait la Fifa pour ne pas avoir respecté la liberté de circulation des footballeurs professionnels⁴⁹. L'interdiction finalement posée par la Fifa des transferts de joueurs de moins de 18 ans a encouragé la multiplication des académies de football en Afrique, dont certaines sont l'objet d'investissements de la part de clubs de foot professionnels européens alors que d'autres constituent des institutions plus indépendantes⁵⁰.

Dans ce dossier, deux contributions s'intéressent explicitement à la question du marché du travail du foot. Gary Armstrong and James Rosbrook-Thompson enquêtent sur une franchise de football au Cap, c'est-à-dire sur l'investissement d'un club européen, l'Ajax Amsterdam, dans un club de foot sud-africain, baptisé l'Ajax Cape Town. Ils dévoilent que les marges de manœuvre locales sont restreintes dans le contexte du marché international du football professionnel, mais révèlent aussi les capacités de contestation et de négociation du club du Cap. En fait, le cas de l'Ajax Cape Town indique que la culture locale du foot reste prégnante et ne s'accommode pas facilement de ce qui est proposé par le club européen. Il montre également que les directeurs, les entraîneurs et les fans du club remettent en cause une conception du foot enracinée dans la métropole européenne du club d'origine, Amsterdam.

Éliane de Latour dévoile quant à elle l'agency des footballeurs africains qui poursuivent leur rêve de carrière en jouant dans des pays situés en marge des circuits principaux de la migration footballistique : elle s'intéresse plus

47. P. Dietschy, « Football Players' Migration: A Political Stake », *Historical Social Research*, vol. 31, n° 1, 2006, p. 31-41 ; R. Poli, *Le Marché des footballeurs. Réseaux et circuits dans l'économie globale*, Berne, Peter Lang, 2010.

48. M. Taylor, *The Association Game. A History of British Football*, Harlow, Pearson, 2008, p. 226.

49. Pour une analyse plus détaillée, voir P. David, *Human Rights in Youth Sports. A Critical Review of Children's Rights in Competitive Sports*, New York, Routledge, 2005, p. 160-178.

50. Voir par exemple P. Darby, G. Akindes et M. Kirwin, « Football Academies and the Migration of African Football Labor to Europe », *Journal of Sport and Social Issues*, vol. 31, n° 2, 2007, p. 143-161.

particulièrement aux petits (mais de plus en plus influents) clubs indiens. Son travail rappelle que dans une économie globale mouvante, les opportunités et les défis se trouvent aussi dans les Suds. Il faut cependant reconnaître que beaucoup de ces joueurs restent bloqués dans des championnats de second rang, loin des compétitions des clubs européens, toujours plus prestigieux et plus puissants. Pour les recherches à venir, il serait intéressant d'en savoir davantage sur les flux régionaux en Afrique, comme ceux générés par la Ligue des femmes nigérianes, qui recrute des joueuses dans d'autres pays du Sud, ou par les clubs professionnels en Afrique du Sud, en Guinée-Équatoriale et dans d'autres pays africains⁵¹.

La contribution de Banégas et Kamaté ne s'intéresse pas directement aux questions migratoires, bien que ses auteurs abordent le cas de deux joueurs ivoiriens ayant atteint les plus hauts niveaux du football européen, Didier Drogba et Yaya Touré. Les principaux acteurs de cette histoire sont, ici, les leaders politiques et les médias, qui utilisent le match qui a opposé Chelsea et Barcelone en 2009 pour mobiliser des sentiments régionaux et nationaux. Alors que les médias ivoiriens ont d'abord tenté de faire vibrer la fibre nationaliste en présentant ce match comme opposant la Côte d'Ivoire et le Cameroun (Samuel Eto'o, l'attaquant du FC Barcelone, étant camerounais), la rencontre est devenue un symbole des tensions politiques entre le Nord et le Sud de la Côte d'Ivoire. Afin d'arrondir les angles, le gouvernement a finalement transformé la situation en une opportunité politique et a fêté Yaya Touré en « héros national ». Cette étude montre ainsi comment un match entre clubs européens peut devenir un vecteur de l'ethno-nationalisme dans un pays d'Afrique. Mais elle en dit aussi beaucoup sur la manière dont le foot est utilisé comme un instrument de mobilisation dans les politiques de l'identité. La Côte d'Ivoire n'est pas le seul pays concerné : Kevin Fridy et Victor Brobbey ont en effet montré comment l'ethnicité et la localité étaient partiellement politisés par les supporters des deux meilleures équipes du Ghana, les Accra Hearts of Oak et les Kumasi Asante Kotoko⁵². D'autres auteurs ont également étudié les connexions étroites entre football et nationalisme et la manière dont les gouvernements postcoloniaux ont essayé d'utiliser le foot pour construire la « nation »⁵³.

51. Voir par exemple S. Cornelissen, « Sport Mobility and Circuits of Power: The Dynamics of Football Migration in Africa and the 2010 World Cup », *Politikon*, vol. 34, n° 3, 2007, p. 295-314. Il existe aussi des coupures de presse sur ces trajectoires. Voir par exemple G. Nsigué, « Guinée Équatoriale : eldorado ou calvaire des joueurs camerounais ? », *Camfoot.com*, 21 mars 2006.

52. K. S. Fridy et V. Brobbey, « Win the Match and Vote for Me: The Politicisation of Ghana's Accra Hearts of Oak and Kumasi Asante Kotoko Football Clubs », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 47, n° 1, 2009, p. 19-39.

53. Voir par exemple A. Mehler, « Political Discourse... », art. cit. ; B. Vidacs, « Through the Prism... », art. cit.

Tous ces auteurs montrent que ces campagnes politiques peuvent échouer : non seulement les résultats des matchs peuvent ne pas être à la hauteur des espérances mais différents groupes – joueurs, supporters, groupes d’opposition politique – interviennent, souvent de manière imprévue, dans ces processus. Les exemples récents de l’Érythrée et du Togo illustrent une fois de plus combien il est important de tenir compte des aspects régionaux et continentaux. La disparition des joueurs de l’équipe érythréenne au Kenya en décembre 2009, au cours de la Coupe du Cecafo (Council of East and Central Africa Football Association), témoigne du fait que le football n’est pas seulement un vecteur de promotion économique mais peut aussi constituer un moyen d’« évasion » politique⁵⁴. Elle vient ainsi remettre en cause le lien mécanique établi entre football et « nation ».

L’attaque subie par l’équipe nationale du Togo pendant la Coupe d’Afrique des nations de 2010 aurait pu n’être qu’un malheureux accident dû à l’omission des précautions élémentaires de sécurité. Pourtant, l’historien Benjamin Lawrance observe que l’animosité entre l’Angola et le Togo date de la guerre avec l’Unita durant laquelle le Togo avait soutenu Savimbi, un héritage qui pourrait également contribuer à expliquer la tragédie et le rappel de l’équipe par le gouvernement togolais⁵⁵. Même si le poids de cet héritage dans l’attaque reste difficile à évaluer concrètement, la polémique suscitée par le retour forcé des Éperviers à Lomé montre bien que l’investissement politique du football peut être à risque et le capital symbolique d’une participation à une grande compétition internationale volatil.

La lecture des relations entre football et politique de l’identité ethnique ou nationale doit nécessairement s’intégrer dans un cadre d’analyse plus large incluant les acteurs locaux, nationaux et internationaux du *soccerscape* africain. La Coupe du monde 2010 en donne justement l’occasion. À partir du projet de développement du Greater Ellis Park à Johannesburg, Claire Bénit-Gbaffou a montré que l’événement de la Coupe du monde était « avant tout considéré comme un projet national » promouvant la vision d’une « ville globale », tandis que les résidents locaux, en particulier les citoyens pauvres, étaient considérés comme « insignifiants », ce qui rend leur participation et leur implication extrêmement difficiles⁵⁶. Dans ce numéro, Gary Baines se penche aussi sur le sort d’une ville sud-africaine, Port Elizabeth, qui se saisit de la Coupe du

54. « Eritrea Football Team “Absconds” in Kenya », *BBC*, 14 décembre 2009.

55. Benjamin Lawrance, correspondance personnelle, 1^{er} février 2010.

56. C. Bénit-Gbaffou, « In the Shadow of 2010: Democracy and Displacement in the Greater Ellis Park Development Project », in U. Pillay, R. Tomlinson et O. Bass (dir.), *Development and Dreams...*, *op. cit.*, p. 200-222.

monde 2010 pour accélérer son renouvellement urbain. Alors que les conséquences à long terme restent à évaluer, Baines étudie les contorsions municipales de Port Elizabeth pour accueillir la Coupe du monde et montre combien il est difficile de résister à la puissance de la Fifa et des intérêts internationaux du football, qui se combinent en l'occurrence à ceux de l'élite nationale. Il suggère que la Coupe du monde en Afrique du Sud sert avant tout une élite politique et économique, qui a l'intention de transformer Port Elizabeth en une « ville mondiale ». Mais il met également en évidence les dynamiques locales, telles que les grèves des chauffeurs de taxi qui contestent ce récit national de la Coupe du monde⁵⁷.

Cela ne signifie pas que les intérêts locaux, nationaux et internationaux s'opposent nécessairement dans le football. Les acteurs des différents niveaux peuvent plutôt tenter d'utiliser les institutions et les autres acteurs comme des ressources. L'exemple du football amateur local en Afrique en témoigne. Susann Baller a par exemple montré comment les tournois de quartiers au Sénégal sont devenus la cible d'une « offensive de charme des politiciens⁵⁸ », mais également un tremplin pour les carrières politiques des membres des clubs⁵⁹. Présentée ici, l'étude de Désiré Manirakiza sur les tournois amateurs au Cameroun montre l'impact exercé par le football local sur les politiques nationales, et vice versa. Les tournois destinés à proposer des alternatives à l'ennui des jeunes sont devenus des espaces pour la promotion des politiciens et un espace où montrer leurs largesses. Ces tournois constituent ainsi un marché politique où s'échangent des connaissances et où se créent des rapports de patronage. Les clubs amateurs, qui s'insèrent dans une tendance plus large au développement des regroupements associatifs et politiques fondés sur l'appartenance ethnolinguistique, peuvent en outre être utilisés par des dirigeants politiques pour tenter d'élargir leur base électorale.

En Ouganda, bien que la Fédération ougandaise de football (la Fufa) soit théoriquement une entité indépendante, Schatzberg montre à travers l'examen du « microcosme footballistique » la manière dont l'État, la société civile et une organisation internationale – la Fifa – font pression pour influencer sur le résultat de l'élection des dirigeants de cette organisation. Les enjeux sont élevés car ils renvoient aussi bien aux passions nationales qu'à l'accès aux

57. Peter Alegi a montré comment la construction du tout nouveau stade au Cap a été contestée au niveau local. Voir P. Alegi, « "A Nation To Be Reckoned With": The Politics of World Cup Stadium Construction in Cape Town and Durban, South Africa », *African Studies*, vol. 67, n° 3, 2008, p. 397-422.

58. T. Kassé, « National Pop. Offensive de charme des politiciens », *Sud Hebdo*, 14 septembre 1989, p. 3.

59. S. Baller, *Spielfelder der Stadt. Fußball und Jugendpolitik im Senegal seit 1950*, Cologne, Böhlau, 2010 (sous presse).

financements et aux voyages internationaux. Alors que la politique interne de la Fufa est contestée, la contribution de Schatzberg éclaire la manière dont différents acteurs sociaux s'organisent afin d'accroître leur influence sur le contrôle de l'administration du football. L'utilisation par Schatzberg du terme de *polity* est intéressante et pourrait être étendue aux associations de football, clubs et réseaux qui se forment ailleurs, autour des tournois et des ligues. Ces organisations, qui ne relèvent complètement ni de l'État ni de la société civile, constituent des espaces semi-autonomes de pouvoir et d'accumulation de ressources qui reflètent la nature ambivalente des relations entre football et politique. C'est sans doute leur dimension «apolitique» qui les rend si attrayantes pour les acteurs intéressés, qui peuvent s'en servir comme d'instruments de mobilisation autour de leurs propres intérêts tout en prétendant ne servir que ceux de l'équipe, du club ou du tournoi.

Notre incursion dans le monde du football et de la politique en Afrique est destinée à offrir des cadres d'analyse et à encourager le développement d'autres recherches empiriques. Le football n'est ni un «espace autonome» ni «l'opium du peuple»: il s'agit clairement d'une force de mobilisation sociale et politique. Le football implique fondamentalement la mobilisation de groupes variés et de réseaux institutionnels, du plus informel et local au plus complexe et global. Il peut être utile de recourir à la notion de «champ de concurrence» telle qu'elle a été formulée par Bourdieu et de prendre en compte les différents agents sociaux impliqués dans le sport (formateurs, entraîneurs, joueurs, journalistes, hôtes et organisateurs, producteurs d'équipements et d'autres marchandises circulant autour des événements sportifs), qui ont tous des intérêts spécifiques dépendant de leur relation aux activités sportives⁶⁰. Toutefois, contrairement à ce que suggère Bourdieu, ce champ ne peut pas être considéré seulement comme une arène de concurrence entre institutions politiques, économiques et sportives visant à en prendre le contrôle. En effet, ce champ est également producteur d'opportunités spécifiques pour des individus et des groupes qui se saisissent de ses logiques pour agir sur leur propre situation. Ce constat renvoie à nos deux préoccupations principales – dynamique spatiale et *agency*. La moindre pratique footballistique, même réduite à sa plus simple expression, peut engager des institutions, des ressources et du pouvoir à différents niveaux et connecter le local au global ou vice versa.

Ce dossier s'inscrit dans une large production de livres, de rapports et d'études sur le football africain drainée par la Coupe du monde 2010. Un

60. P. Bourdieu, «Comment peut-on être sportif...», art. cit., p. 174.

examen rapide des librairies en ligne anglophones, francophones et germanophones révèle que plus de trois douzaines de travaux ont été publiés entre 2009 et 2010. Le football africain n'a jamais reçu autant d'attention. Certaines études scientifiques ainsi que certains reportages proposent une analyse fine, tandis que d'autres ne dépassent pas le stade de l'hagiographie opportuniste de joueurs et d'institutions. Le développement rapide d'Internet explique certainement une partie de cet engouement, mais bon nombre d'ouvrages reflètent également une tendance récente à la fascination populaire pour l'Afrique. Ce « rêve d'Afrique » ahistorique est problématique mais il ne nous appartient pas de revenir là-dessus ici. Si cette fascination engendre davantage de recherches fondées sur des enquêtes de terrain et des archives, nous parions avec optimisme sur une avancée significative de la recherche et des débats théoriques sur les liens entre football et politique en Afrique ■

Susann Baller
Université de Bâle

Martha Saavedra
Center for African Studies, University of California, Berkeley

Traduction : Laurent Fourchard et Marie-Emmanuelle Pommerolle